

Le vivre-ensemble affaibli par le déni de responsabilité individuelle

Dany Vandromme
5 février 2026
dvandrom@me.com

Généralités

Le fonctionnement d'une société est d'autant plus facile ou naturel, que les membres de la communauté adhèrent aux principes de partage des ressources, qu'on peut qualifier ici de « communs », et aux règles d'utilisation associées. Les deux sont destinés à garantir aux membres un profit équitablement partagé dans la meilleure satisfaction des aspirations de chacun. Pour obtenir cette configuration idéale, il est nécessaire que chaque membre de la communauté soit conscient de son rôle d'acteur dans ce modèle, plutôt qu'être victime d'un système où il est spolié par la faute des autres.

Différents exemples permettent d'illustrer cette situation d'incompréhension, tous dûs à l'absence de conscience de la responsabilité de chaque membre pour les écarts au modèle recherché.

Drogues

Prenons par exemple le cas de la consommation de produits « stupéfiants ». Sans même vouloir revenir sur la qualification administrative en cours dans notre pays, examinons plutôt le modèle macro-économique de l'activité commerciale correspondante. Les revenus de ceux qui en vivent ou en profitent, sont estimés à environ 10 milliards d'euros. Cela signifie que chaque année, cette somme est transférée de la société (les consommateurs) aux bénéficiaires (les fournisseurs et producteurs). Ces derniers sont principalement les narcotrafiquants qui organisent et gèrent le transport, la distribution et la vente des produits. Il est raisonnable de penser que, tout comme le montrent les schémas économiques de l'agriculture aujourd'hui, ceux qui en bénéficient principalement ne sont pas les producteurs initiaux.

On aimerait penser que la suppression de la consommation laisserait cette somme aux mains de la population en confortant le pouvoir d'achat. Le surcoût porté aujourd'hui par la dépense publique pour lutter contre le trafic semble dérisoire par rapport au chiffre d'affaires, et restera toujours notoirement insuffisant pour supprimer la consommation.

La réponse de l'état, via d'abord les ministères de la Justice et de l'Intérieur, mais également des Affaires sociales, s'en prend à l'offre en fermant les yeux sur la demande. Si on interroge le consommateur, il est impossible d'en trouver un seul qui se sente responsable de cette situation. Chacun la justifiera par son plaisir personnel, son besoin d'aide ou tout autre, mais personne ne reconnaîtra contribuer à l'économie du trafic. Au mieux, il se réfugiera derrière

des arguments comme « ce n'est pas moi, ce sont les autres » ou « ma consommation est de toute façon négligeable », etc.

L'irresponsabilité est commune à tous les consommateurs/utilisateurs mais le coût social reste à la charge de la société.

Plastiques d'emballages

Examinons maintenant une problématique complètement différente : celle de l'utilisation des emballages plastiques dans l'alimentation. Les normes sanitaires en vigueur aujourd'hui ne tendent qu'à conforter le recours indispensable aux emballages à coût le plus réduit possible. Le problème des eaux minérales est emblématique, puisque la valeur marchande de l'eau est elle-même négligeable devant le coût de la logistique de distribution, d'autant plus que sa production de base (les sources) est à coût nul, parce qu'elle est issue de phénomènes naturels. Cela est d'autant plus évident que le coût correspondant à la disponibilité de l'eau minérale aux consommateurs (denrée lourde et encombrante au détail) est composé du coût de la collecte de l'eau (à la source), sa mise en bouteilles (plastiques), son transport (sur des distances le plus courtes possibles) et sa distribution (mise en rayon dans les points de vente).

Associé à ce schéma global de fourniture d'un produit à l'ensemble de la société, il convient de relever néanmoins la nature des emballages : le plastique. Hormis le minuscule marché de niche de l'embouteillage de l'eau en bouteilles de verre, l'écrasante majorité de la distribution d'eaux minérales se fait via des emballages plastiques. Il suffit de se promener au sein d'un super/hypermarché pour constater l'importance du rayon consacré à l'eau minérale. Cette consommation est d'autant plus dynamisée par les slogans sous toutes formes qui préconisent la consommation d'eau minérale par tous et à tout moment. La bouteille plastique d'eau est représentée partout. Les bouteilles de verre sont considérées comme trop lourdes, et l'eau potable issue des réseaux de distribution a complètement disparu des messages. Néanmoins, les prix unitaires de l'eau (bouteille versus robinet) ne sont pourtant pas comparables.

Les fabricants d'emballage plastiques ont bien sûr entamé un processus d'évolution pour rendre leurs produits recyclables et dégradables, voire biodégradables, mais cela reste au niveau du discours, et très loin de la réalité. Les plastiques recyclables n'ont pour objet de permettre la réutilisation, une ou deux fois, des molécules carbonées issues de la chimie organique, en général via des procédés thermomécaniques. Les emballages sont triés, nettoyés, broyés pour produire des particules de plus petites tailles, puis reprises pour reformer de nouveaux emballages. En plus d'un coût très élevé pour ces traitements, il n'y a aucune transformation réversible des molécules carbonées qui restent persistantes. Ce cycle peut être fait une fois (recyclage) voire peut-être deux, mais pas plus. Le plastique généré initialement reste dans la nature, et finit, éventuellement, dans les océans (ne parle-t-on pas aujourd'hui d'un sixième continent localisé dans le Pacifique Nord ?) et sûrement dans les organismes vivants quand les particules sont suffisamment petites.

La mention des plastiques biodégradables ne permet que de ralentir marginalement les processus du recyclage. En effet, seule une infime partie des emballages échappe à l'industrie mentionnée ci-dessus et permet de ne pas utiliser les chaînes carbonées issues des

combustibles fossiles. Pour l'essentiel, les emballages alimentaires font partie des matières qui ne se dégradent pas.

Quid de la responsabilité individuelle des consommateurs ? Elle est facile à deviner mais très difficile à activer pour s'affranchir de la consommation des emballages plastiques. Qui aujourd'hui s'efforce de n'acheter que des eaux minérales en bouteilles de verre ? Qui s'attache à ne consommer que de l'eau du robinet (vendue beaucoup moins chère -~500 fois) et avec une analyse de la qualité toujours réactualisée par la loi, mais ne bénéficiant pas du label « eau minérale naturelle » ou « eau de source », même si l'usage de ces labels peut être sérieusement questionné, comme démontré dans une actualité récente avec les eaux pétillantes. Accessoirement, on peut ajouter que l'eau du robinet est livrée au domicile, alors que l'eau en bouteilles n'est disponible qu'en magasin, avec le coût supplémentaire à prendre en compte du « last mile ».

La circulation ou les jeux de rôles

Un enjeu significatif du « vivre ensemble » est également illustré par les différences de comportement des individus, en fonction de leurs modes de déplacement. L'acceptation de l'autre, quel que soit son mode de transport, est un signe important de la capacité d'une communauté, un ensemble d'individus. C'est une contribution majeure à la cohérence de la dite société. L'automobiliste s'émeut spontanément du comportement des autres se comportant différemment de lui, qu'ils soient automobilistes motards, cyclistes, piétons ou autres utilisateurs de moyens de locomotion. Les voitures vont trop vite ou pas assez, les vélos roulent de front sans se laisser dépasser ou ne préviennent pas de leurs changements de direction, les piétons qui sont prioritaires, traversent la chaussée sans annoncer leur intention, ou en dehors des passages matérialisés.

De la même façon, les piétons reprochent aux automobiles de ne pas les respecter, leur laisser suffisamment d'espace, les prévenir de changements de direction, etc.

Les piétons ne sont naturellement pas en reste pour reprocher aux voitures, leur vitesse, le non-respect de la priorité laissée aux passages cloutés, etc.

En résumé, on assiste à un immense jeu de rôle dans l'exercice de la mobilité, où chaque mode de transport n'a que des plaintes ou reproches à adresser aux autres. L'irresponsabilité, consciente ou non, ou simplement l'absence de remise en question, est alors le frein majeur à l'exercice du vivre-ensemble dont a besoin la société pour fonctionner harmonieusement au bénéfice de tous ses membres.

La consommation

La (sur)consommation ou le consumérisme de beaucoup d'entre nous, est également un domaine important du déni de responsabilité. Imaginons une société au sein de laquelle on se poserait toujours, avant acquisition, la question de l'utilité sociale ou sociétale de tout bien ou service qu'on s'apprêterait à acheter, en fonction d'enjeux à long terme comme la durabilité, la trace environnementale ou même la consommation énergétique, alors l'activité économique serait certainement affectée mais on observerait également que la croissance de

la pollution serait ralentie tout comme le réchauffement climatique. Sans entrer dans la problématique de la décroissance, la sobriété, voire même une certaine frugalité pourrait s'instaurer sans remettre en question la qualité de vie. Il est certain que nos priorités seraient affectées, mais sans doute aussi nos objectifs personnels.

En ce qui concerne la consommation liée à l'alimentation, deux forces sont en présence. D'une part, la problématique du pouvoir d'achat incite de nombreux citoyens à s'approvisionner au prix le plus bas ou à la quantité la plus grande, indépendamment de tout critère de qualité. C'est ce qui se passe aujourd'hui avec la croissance non maîtrisée de la « malbouffe », qui s'est élargie en France (et sans doute ailleurs en Europe) au-delà des grandes enseignes internationales de « fastfood » pour inclure aujourd'hui un florilège de sushis, pizzas, tacos et autres kebabs. L'autre aspect du meilleur prix recherché pour l'alimentation mène à la consommation d'aliments ou de plats ultras-transformés, dont le meilleur argument de vente est le « prêt à l'emploi » beaucoup plus que les qualités gustatives, et encore moins de santé publique.

L'autre force est l'incitation à une alimentation saine et équilibrée qui promeut l'utilisation de produits naturels et même très souvent de produits frais. Dans ce cas le consommateur doit jouer un rôle de préparateur de repas, plutôt que de serveur de repas tout-préparés. Chaque journée voit la publication de rapports ou d'analyses qui mettent en garde le consommateur contre la nourriture préparée industriellement avec des raisons majeures de santé.

Dans les médias, de même que cela a été fait initialement pour le tabac, toute publicité audiovisuelle (en particulier la télévision) doit être accompagnée d'un bandeau/label mettant en garde sur l'impératif d'activité physique en lieu et place de la consommation alimentaire¹. Le choix du second modèle de consommation a sans doute également une conséquence sur le prix, mais au lieu de ne parler que d'une différence de coût, il serait plus légitime de parler de qualité d'alimentation et de santé publique. Les fruits locaux ou les légumes de saison sont une approche différente des tomates ou des mangues produites (au loin) en hiver.

En faisant preuve d'un certain simplisme naïf, il serait pertinent d'éviter la consommation de tout produit justifiant ce type de label dans les médias, plutôt que se donner bonne conscience en les consommant quand même sous prétexte de prix ou de consommation faible ou sporadique. Faut-il se méfier à priori, de tout message publicitaire labellisé par la loi, qui émet des réserves quant à son utilisation ? Au minimum, la méfiance devrait interpeller les individus, mais la réalité montre qu'il n'en est rien.

En menant cette forme de réflexion, on se demande alors comment intervient la responsabilité individuelle pour ces choix de mode d'alimentation. Est-ce que l'individu doit assumer les conséquences de ses choix, tant en termes de santé publique que de macro-économie (monde agricole, industries agro-alimentaires, grande distribution versus commerce local, etc.) ? Le débat reste ouvert, mais il est légitime que tout choix soit suffisamment informé au préalable.

¹ De façon très similaire, les publicités pour les voitures automobiles sont accompagnées d'un rappel pour privilégier la marche, voire les transports en commun à la place de l'utilisation des voitures particulières.

Quel que soit le choix, il est important de s'interroger si nos actions individuelles respectent le souci de « vivre ensemble », c'est-à-dire d'être un membre d'une société pérenne et durable dans laquelle nous vivons, soucieux de son bien-être propre, mais aussi de celui des autres composantes de la communauté à laquelle nous appartenons, tout autant que de l'avenir que nous construisons.

Résumé

Au travers de ces exemples, qui reflètent sans doute plus une réaction personnelle vis à vis de sujets sensibles, tels que les drogues, les emballages plastiques, la mobilité ou la consommation, il est légitime de se demander si la réponse peut bien être encadrée par un sursaut de responsabilité individuelle, qui pourrait déboucher sur une approche collective pour corriger ces déviances ?

L'auteur pense que malheureusement il n'en est rien, principalement en raison de la diversité propre à la société, et à l'importance de la satisfaction des aspirations personnelles en dépit des conséquences collectives. L'éthique que peut suivre un individu dans son propre comportement ne s'accorde visiblement pas aux aspirations collectives des membres de la société. Le manque de responsabilité n'est malheureusement souvent que la conséquence d'une absence inconsciente au niveau des individus, de leur perte d'autonomie de décision, de leur libre-choix et de leur indépendance.

Cet essai se contente de relever quelques exemples de déviances par rapport à une vue idéalisée de la société, dont les activités seraient gouvernées par un haut niveau de conscience de la responsabilité individuelle, comme composante intrinsèque du comportement collectif. Nous n'en sommes malheureusement pas là. Il faudrait certainement une vision et une action plus politiques pour influencer efficacement sur l'évolution de notre société, ce qui va évidemment bien au-delà de la présente réflexion.